

une certaine partie d'un programme qui a remporté peut-être un grand succès et on essaye de laisser entendre qu'il s'agit de l'ensemble du programme. Je voudrais citer deux ou trois exemples. Mon collègue qui a précédé le dernier orateur, et je veux rattacher mon propos à celui-ci, a parlé de dépenses de 5,1 milliards de dollars, mais qui sont comparés avec quoi? Bien sûr, 5,1 milliards de dollars représentent beaucoup d'argent.

Quand on songe au comité consultatif du premier ministre sur les sciences et la technologie, sur dix mesures, le Canada se place en dernière position pour cinq d'entre elles. Il est avant-dernier pour trois et pour deux, il se place au milieu. Alors, je demande, 5,1 milliards de dollars comparés avec quoi? Si mon collègue qui vient de parler pense vraiment qu'ils ont remporté de grands succès, je lui suggérerais qu'il fasse comme moi, qu'il parle aux universités, aux conseils qui octroient des subventions et qu'il leur pose une question simple: préférez-vous la générosité des libéraux à celle des conservateurs? Oui ou non?

Des voix: Oh, oh!

M. Duhamel: Cela fait rire mes collègues néo-démocrates—prenez garde parce que je vais citer des chiffres à propos de votre générosité en matière de recherche et de développement. Si vous voulez, j'en serais ravi.

Je voudrais faire une dernière remarque en ce qui concerne les succès remportés pour les produits pharmaceutiques. Vous pouvez demander aux personnes âgées et aux malades si les prix ont augmenté. Demandez-leur ce qu'ils en pensent. Au cas où vous ne leur aurez pas parlé récemment, je vous répéterai ce qu'ils m'ont dit. Les prix sont montés en flèche. C'est ce qu'ils m'ont dit. Se trompent-ils? Les personnes âgées et les malades se trompent-ils?

M. Thorkelson: Madame la Présidente, je voudrais remercier le député d'avoir posé cette question. Il demande à propos des 5,1 milliards de dollars environ que nous avons dépensés, avec quoi nous comparons? Je dirais que c'est le montant que le gouvernement a dépensé en R-D. Nous nous comparons à d'autres pays. Nous dépensons de l'argent au chapitre de la R-D et de la compétitivité industrielle dans nos universités pour former nos jeunes. Quand on compare ce montant à celui qui est dépensé dans d'autres pays, on constate qu'il est élevé; il ne faut pas oublier que, dans beaucoup d'autres

pays, la R-D se rapporte très souvent à la défense. Où va notre argent? Là où il compte le plus.

En ce qui concerne ses questions et ses observations sur les conseils dispensateurs de fonds, ceux-ci ont fait un excellent travail. Je conviens qu'ils pourraient faire davantage. Mais ce n'est pas tout. Il s'agit aussi, et nous en avons parlé aujourd'hui, de favoriser la compétitivité industrielle. Il s'agit de la participation du secteur privé, de l'enseignement et des universités et ainsi de suite.

• (1820)

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés a effectué une étude approfondie qui montre que le prix des médicaments n'a pas autant augmenté que l'indice des prix à la consommation. À tout prendre, j'estime que ce fait est important. L'industrie pharmaceutique a réagi en s'efforçant d'équilibrer la R-D et son besoin de faire des profits pour investir davantage. Elle n'a pas escroqué le consommateur.

Dans ce domaine, il y a toujours plus à faire et nous le ferons. Nous voulons tous faire davantage et c'est ce qui se produira à l'avenir.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, je veux appuyer la motion, qui dit que nous devons reconnaître que la recherche et le développement au Canada sont le moteur d'une économie dynamique et prospère. La motion invite également le Canada à accroître son niveau de recherche et de développement pour favoriser sa croissance économique.

J'ai écouté le débat aujourd'hui, jusqu'à la nausée, et je dois dire que nous avons vraiment un gouvernement enclin à refiler la responsabilité aux autres. En matière de recherche et de développement, il veut refiler la responsabilité au secteur privé, aux entreprises. En matière d'enseignement postsecondaire, il veut la refiler aux provinces.

Le gouvernement fédéral tente de se soustraire à l'obligation que lui fait la loi de promouvoir ce genre de programmes pour exercer une présence constante et nationale dans nos milieux scientifiques et dans la recherche et le développement. Il veut au contraire refiler sa responsabilité à d'autres. Eh bien, ça ne marchera pas, et cela pour un certain nombre de raisons que j'exposerai dans un instant. Mais avant, je tiens à rappeler que nous vivons dans une société très complexe, une société fondée sur l'information, une société fondée sur la technologie. Nous avons vu le gouvernement essayer de faire face à ce qu'il appelle le marché mondial en plongeant le